

AJ/9

HAUTE COMMISSION INTERALLIÉE DES TERRITOIRES RHÉNANS

« PAPIERS TIRARD »

Intitulé : HAUTE COMMISSION INTERALLIÉE DES TERRITOIRES RHÉNANS (H.C.I.T.R.) « PAPIERS TIRARD ».

Niveau de classement : regroupement de fonds.

Dates extrêmes : 1918-1930.

Importance matérielle : 600 m.l. (6678 articles).

Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :

Commission interalliée des territoires rhénans (1918-1920) puis Haute Commission interalliée des territoires rhénans (1920-1930)

Haut-commissariat français auprès de la HCITR.

Histoire des producteurs :

Pendant la période d'armistice, le maréchal Foch, commandant en chef, avait reçu, par la convention d'armistice, le pouvoir suprême en territoires occupés, lui permettant d'exercer un pouvoir réglementaire, dans le but d'assurer la satisfaction des besoins et la sécurité des troupes d'occupation. Le commandant en chef créa, à cet effet, un Contrôle général de l'administration des territoires occupés, dont le siège fut primitivement fixé à Luxembourg, puis transféré, dans les derniers temps de la période d'armistice, à Coblenze.

Le Conseil suprême économique créa, pendant cette période d'armistice, un organisme interallié appelé « Commission interalliée des territoires rhénans » (C.I.T.R.), chargé de régler les questions économiques soulevées par la situation de l'Allemagne au lendemain de la guerre et par l'occupation.

Paul Tirard, conseiller d'État, fut nommé contrôleur général de l'administration des territoires rhénans et président de la C.I.T.R. Il devait par la suite assurer les fonctions de Haut-commissaire français et de président de la Haute Commission interalliée et fut, pendant douze ans, le défenseur des intérêts de la France sur le Rhin.

L'arrangement rhénan du 28 juin 1919, annexé au traité de paix, prévoyait la création d'un organisme interallié qui, lors de la mise en application du traité, devait se substituer au pouvoir militaire pour assurer le contrôle de l'administration allemande ainsi que la satisfaction des besoins et la sécurité des troupes d'occupation. Après ratification, le traité de paix était mis en application le 10 juin 1920, la Haute Commission entra en fonctions à la même date et tenait sa première séance.

La Haute Commission était composée d'un Haut-commissaire français, président, d'un Haut-commissaire britannique et d'un Haut-commissaire belge. L'Italie envoya un représentant siéger à la H.C.I.T.R. pendant les sanctions économiques de 1921 et de 1923, car, bien qu'elle ne participât pas à l'occupation, elle était concernée par le règlement de la question des réparations de guerre qui motivèrent des sanctions.

Les organismes interalliés de l'occupation comprenaient le Secrétariat interallié de la H.C.I.T.R. et les différents comités et sous-comités qui ont fonctionné pendant la période normale et pendant la période des sanctions.

La Haute Commission était représentée dans le territoire par des délégués supérieurs dans les provinces et par des délégués dans les cercles. Il y avait des délégués supérieurs à Mayence, Wiesbaden, Coblenze, Trèves, Bonn et à Spire, et des délégués de cercles. Les délégués de cercles étaient subordonnés aux délégués supérieurs. Ils étaient, les uns et les autres, investis de leurs pouvoirs par la Haute Commission interalliée.

La tâche considérable du représentant de la France et la place que le pays devait tenir sur le Rhin, ainsi que les nécessités de l'occupation, imposèrent la création de différents services français, sous l'autorité du Haut-commissaire de France.

Histoire de la conservation :

Les archives interalliées de la Haute Commission ou des services interalliés ainsi que des comités créés pour les besoins de l'occupation, qui sont communes aux différents représentants alliés sur le Rhin, ont été conservées par la France à la suite d'un accord conclu, avant l'évacuation finale de la Rhénanie, entre les Hauts-commissaires alliés.

Les archives de la Haute Commission ainsi que les archives du Haut-commissariat français sont entrées aux Archives nationales qui venait d'acquérir l'hôtel de Rohan en 1930.

Présentation du contenu :

A. Archives interalliées.

La H.C.I.T.R. a pris, pendant les dix années où elle a fonctionné, 14 000 décisions, consignées dans près de 400 procès-verbaux et a émis 319 ordonnances. Une classification méthodique sur une base thématique a été pratiquée, pour ces décisions et ordonnances, dans les recueils des ordonnances de la H.C.I.T.R. (7 volumes successifs). Les ordonnances étaient également publiées dans des fascicules mensuels. Toutes les publications des textes de la Haute Commission étaient bilingues (français et anglais).

Ces fonds interalliés comprennent les archives du Secrétariat général interallié de la Haute Commission (il y avait deux Secrétariats généraux interalliés, un de langue française et un de langue anglaise), les originaux et les reproductions des procès-verbaux et des ordres du jour de cet organisme et des comités qui en dépendaient, ainsi que des services interalliés de l'occupation de la Ruhr et des prises de gages. Ces derniers fonds contiennent les pièces comptables des opérations de gestion des gages.

Les principaux comités interalliés dépendant de la Haute Commission étaient les suivants : Comité d'administration, Comité des communications, Comité des affaires économiques, Comité financier, Comité des affaires juridiques, Comité de renseignements et sûreté, Comité des réquisitions et des prestations (application des articles 6 et 8 à 12 de l'arrangement rhénan), Comité des charbons. La plupart de ces comités eurent un rôle accru pendant la période des sanctions. Chacun des comités avait sa propre organisation d'archives.

B. Archives françaises.

Les archives du Haut-commissariat français comprennent les documents des services suivants : archives de la période d'armistice (novembre 1918-10 janvier 1920), conservées au Secrétariat général du Haut-commissariat français et classées dans la première partie du fonds de ce service ; archives du Cabinet du Haut-commissaire français (divisées en deux parties : partie antérieure et partie postérieure aux accords de Locarno) ; archives du Secrétariat général du Haut-commissariat français. Ce service, installé à Paris, était plus particulièrement chargé des relations avec le ministère des Affaires étrangères et avec les différents ministères. Il est à noter que les archives de ce service ont été tenues pendant toute l'occupation sur les mêmes bases, elles forment donc un fonds très homogène qui, par l'étendue de sa documentation, est une précieuse source de renseignements.

À ce fonds, en raison de son caractère très général, ont été joints les dossiers de caractère confidentiel concernant les mouvements politiques (séparatisme, etc.) et les documents du service de sûreté du Haut-commissariat français.

Il faut ajouter à cet ensemble :

- La bibliothèque du Secrétariat général du Haut-commissariat français, complétée et reliée en vue de la conservation aux Archives nationales de l'ensemble des documents publiés par ou sous les auspices de la H.C.I.T.R. ou du Haut-commissariat français.

- Les archives du Service de presse et d'information, service de la surveillance de la presse allemande et de l'organisation de la propagande française et de la contre-propagande. À cela s'ajoutent les collections de la « Revue Rhénane » éditée sous les auspices du Haut-commissaire français pendant l'occupation. Il est à noter qu'une collection complète de cette revue figure également dans la bibliothèque (sauf quelques numéros de la dernière année, épuisés).

- Les archives du Service des affaires d'occupation, service appelé dans les premières années de l'occupation « Bureau Militaire », chargé de l'organisation du contrôle civil de l'occupation (nomination des délégués de districts et de cercles et contrôle de leur activité), de la centralisation des rapports de ces délégués et de l'établissement des rapports d'ensemble. Ce service était également chargé de la surveillance de l'activité des groupements politiques et paramilitaires et de la surveillance générale de la propagande allemande.

- Les archives du Service de l'instruction publique, comprenant les documents sur l'organisation et le fonctionnement des établissements français d'enseignement primaire et secondaire à la disposition des familles des membres de l'occupation, les notes d'élèves, les résultats d'examens, l'organisation des cours de français aux Allemands, le Centre d'études germaniques, l'École de commerce, l'École d'agriculture.

- Les archives des Services économiques, comprenant les documents des sections économiques qui furent réparties dans les différents centres industriels et économiques. Dix sections économiques fonctionnèrent sous le

contrôle du Haut-commissariat français, à Luxembourg, Ludwigshafen, Mayence, Trèves, Coblenze, Bonn, Cologne, Krefeld, Düsseldorf, Aix-la-Chapelle. Elles furent supprimées en 1924, en même temps que les sanctions. Elles comprennent également les documents se rapportant à l'œuvre économique de l'occupation (sanctions économiques de 1921 et préparation de l'occupation de la Ruhr).

- Les archives du Service financier chargé de l'élaboration du plan financier de l'occupation, de la gestion financière des services français (budget, comptabilité, traitement du personnel, etc.), de la préparation et de la conduite du plan financier concernant le rendement des gages.

Chaque service avait son organisation d'archives, classée de façon différente, mais, dans la plupart des cas, sur une base méthodique.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires*.

Sources complémentaires :

- **autre(s) partie(s) du même fonds :**

Archives nationales : AJ/9/1068 à 4129 : dossiers individuels du personnel du Haut-commissariat français conservés aux archives du ministère des Affaires étrangères.

- **archives d'autres producteurs en relation :**

Archives nationales : AJ/10 PAPIERS MOENECLAËY, représentant de la France à la Commission d'interprétation du règlement financier des prestations des articles 8 à 12 de l'arrangement rhénan ; AJ/29 Mission interalliée de contrôle des usines et des mines.

- **sources complémentaires sur le plan documentaire :**

- Paul TIRARD, *La France sur le Rhin, douze années d'occupation rhénane*, Paris, 1930, 516 p.

Sources de la notice :

- *Les Archives nationales. État général des fonds*, publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France (tome II), 1978.

- Introduction à l'inventaire par Jacques Couprie, 1933-1934.

Date de la notice : 2009.

Auteurs de la notice : Michèle CONCHON (Jacques COUPRIE, Colette DEBBASCH).

I. ARCHIVES INTERALLIÉES

- AJ/9/1 à 737. Secrétariat général interallié : dossiers d'affaires, correspondant aux décisions consignées dans les procès-verbaux de la H.C.I.T.R. (1920-1930) ; fichiers-index du secrétariat ; dossiers du service d'examen des lois (1922-1924) ; procès-verbaux du Comité des prestations siégeant à Paris (1924-1925) ; rapport sur l'activité de la H.C.I.T.R. (1920-1921) ; ordres du jour et procès-verbaux de la C.I.T.R. puis H.C.I.T.R. (1919-1930) ; correspondance active de la C.I.T.R. puis H.C.I.T.R. (1919-1930) ; répertoire méthodique des décisions de la H.C.I.T.R. (1920-1923).
- AJ/9/738 à 800. Section de centralisation documentaire de la H.C.I.T.R. : procès-verbaux des différents comités de la H.C.I.T.R. (1919-1929) ; texte du règlement financier des prestations des articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan (1925) ; règlement de procédure de la Commission arbitrale et des commissions locales d'évaluation (1925) ; textes des arrangements économiques (1924) ; collection incomplète des procès-verbaux de la H.C.I.T.R. (1920-1923).
- AJ/9/801 à 1006. Secrétariat général interallié. Archives de la C.I.T.R. et des divers comités de la H.C.I.T.R. ; collection originale des procès-verbaux de la C.I.T.R., séances 13 1 à 45 (1919-1920) fichier de la C.I.T.R. ; ordonnances organiques de la H.C.I.T.R. ; archives des divers comités de la H.C.I.T.R. (1919-1922) ; procès-verbaux de la commission d'organisation de la Commission des Réparations (1919-1920) ; ordonnances (n^{os} 1 à 319) et instructions de la H.C.I.T.R. ; texte du statut de l'occupation ; évacuation des T.O. (territoires occupés).
- AJ/9/1007 à 1395. Dossiers originaux des séances de la H.C.I.T.R. 1920-1930.
- AJ/9/1396 à 1545. Comité des prestations (application des articles 8 à 12 de l'Arrangement rhénan) : procès-verbaux (1924-1925), correspondance (1926-1928), pièces de comptabilité, accords concernant les prestations.
- AJ/9/1546 à 1670. Comité financier des gages : comité spécial de la comptabilité des gages. 1923-1929.
- AJ/9/1671 à 1904. Comité financier des gages : mandats de dépenses des divers organismes, comités ou services de la H.C.I.T.R. 1923-1925.
- AJ/9/1905 à 1940. Comité financier des gages : documents bancaires. 1923-1928.
- AJ/9/1941 à 1974. Comité financier des gages : archives de la Commission de contrôle de la Ruhr. 1923-1929.
- AJ/9/1975 à 2888 et Archives interalliées des gages : bureaux des dérogations ; comité directeur des licences ; comité des licences commerciales de Bad-Ems ; comité directeur des douanes ; comité de l'alcool ; service des marchandises en souffrance sur le réseau rhénan ; documents et tarifs du service de centralisation ; comité financier ; comité directeur des forêts. 1921-1926.
- AJ/9/6574 à 6678.

II. ARCHIVES FRANÇAISES : PAPIERS DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DANS LES PROVINCES DU RHIN

- AJ/9/2889 à 2895. Archives du Secrétariat général du Haut-Commissariat : dossiers économiques généraux ; conférences interalliées. 1919.
- AJ/9/2896 à 2931. Archives du Secrétariat général du Haut-Commissariat : administration des T.O. ; armistice ; questions politiques (séparatisme, mouvement contre-révolutionnaire, etc.) ; propagande, censure ; situation économique et industrielle de l'Allemagne ; relations commerciales des T.O. ; séquestres, restitutions, réquisitions ; bassin de la Sarre ; affaires militaires. 1920.
- AJ/9/2932 à 3373. Archives du Secrétariat général du Haut-Commissariat : administration allemande, française ou alliée en T.O. ; questions politiques, financières, juridiques, commerciales, industrielles ; propagande ; police ; réquisitions, restitutions, réparations ; enseignement ; sanctions économiques, etc. 1921-1930.

- AJ/9/3374 à 3443/1. Archives du Secrétariat général du Haut-Commissariat : enregistrement, correspondance, notes reçues. 1919-1931.
- AJ/9/3443/2 à 3443/9.
AJ/9/3444 à 3658. Secrétariat général du Haut-Commissariat : répertoires et index (fichiers).
Bibliothèque du Bureau des archives : documents édités par la H.C.I.T.R. ou par le Haut-Commissariat français, ouvrages divers. À noter une collection des *Procès-verbaux de la C.I.T.R.* (1919), de la *H.C.I.T.R.* (1920-1930) ainsi que le *Bulletin officiel de la H.C.I.T.R.* (1920-1929).
- AJ/9/3659 à 3696. Secrétariat général du Haut-Commissariat français : doubles des lettres au ministère des Affaires étrangères. 1919-1931.
- AJ/9/3697 à 3753. Bibliothèque du Bureau des archives : documents édités par la H.C.I.T.R. ou le Haut-Commissariat français ; ouvrages divers. À noter une collection de *L'Écho du Rhin* (1920-1925) et une du *Nachrichtenblatt* (1922-1925).
- AJ/9/3754 à 3887/2. Dossiers confidentiels provenant des archives du Cabinet ou du Secrétariat général du Haut-Commissariat français ainsi que du Service de sûreté de ce dernier : affaires d'occupation, police, sûreté ; séparatisme, questions diverses ; correspondance secrète du Haut-Commissariat français (1921-1929) ; télégrammes échangés entre le Haut-Commissariat français et le ministère des Affaires étrangères (1920-1929) ; documents et dossiers personnels provenant du service de sûreté du Haut-Commissariat (1920-1930).
- AJ/9/3888 à 3893. Archives du Comité directeur de l'exposition française organisée à Wiesbaden en 1921.
- AJ/9/3894 à 3937. Archives du cabinet du Haut-Commissaire français : télégrammes échangés entre Coblenz et Paris (1920-1924) ; correspondance entre Paris et divers postes diplomatiques (Berlin notamment) transmise au Haut-Commissariat par le ministère des Affaires étrangères (1919-1922).
- AJ/9/3938 à 4067. Collection de documents réunis par le Secrétariat général du Haut-Commissariat français (à noter : rapports d'experts ; procès-verbaux ou documents émanés de la H.C.I.T.R. ou de ses comités). Dossiers reversés lors de l'évacuation par les bureaux liquidateurs. Dossiers provenant du cabinet du Haut-Commissariat français ou des différents services de celui-ci. 1919-1930.
- AJ/9/4068 à 4129. *Pour mémoire* : dossiers individuels du personnel du Haut-Commissariat français (conservés au ministère des Affaires étrangères).
- AJ/9/4130 à 4226. Personnel du Haut-Commissariat : dossiers généraux du service du personnel, dossiers du mandatement, dossiers individuels du personnel de l'instruction publique.
- AJ/9/4227 à 4617/2. Archives du cabinet du Haut-Commissariat français : administration allemande, affaires extérieures, armes, automobile, aviation, chemins de fer, culte, associations, banques, élections, charbons, eaux et forêts, circulation, enseignement, frais d'occupation, impôts, justice et législation, navigation, occupation, organisation du Haut-Commissariat, presse, propagande, police, questions économiques, politiques, financières ou ecclésiastiques, sanctions, occupation de la Ruhr, réquisitions et dommages (art. 6), prestations (art. 8 à 12) traité de paix, rapports ou comptes rendus de délégués, etc. 1919-1930. Fichiers index des archives du cabinet.
- AJ/9/4618 à 4849. Cabinet et Secrétariat général du Haut-Commissariat. Documentation commune à ces deux services.
À noter : correspondance du Secrétariat avec les Affaires étrangères (1919-1920) ; *Nachrichtenblatt* (1921-1924) ; correspondanciers du Cabinet (1920-1926), et de divers services du Haut-Commissariat (1920-1921) ; bulletins journaliers de l'Armée française du Rhin (1923-1925) ; comptes rendus quotidiens du Bureau militaire du service des Affaires d'occupation (1920-1923) ; correspondance du Secrétariat avec le service financier (1921-1927). Dossiers de documentation technique du service économique et rapports de contrôleurs de celui-ci (industrie et usines). Dossiers émanant de la section des renseignements commerciaux de Paris. Correspondance et comptabilité relatives à l'exposition française de Wiesbaden (1921). Archives de la *Revue rhénane* et collection de celle-ci (années 1 à 10).
- AJ/9/4850 à 4941. Service juridique et législatif.
Dossiers du service. Traduction de textes législatifs allemands. Dossiers de la commission judiciaire mixte des chemins de fer de Düsseldorf. Dossiers et procès-verbaux

- AJ/9/4942 à 5698. de la commission arbitrale des litiges en matière de transports militaires. Dossiers de la commission judiciaire mixte d'Aix-la-Chapelle. 1918-1930.
Service des affaires d'occupation (S.A.O.) : correspondance active du service (1920-1930) ; correspondance active et passive du commissaire d'empire avec Tirard, président de la H.C.I.T.R. (1920-1923). Dossiers sur les partis et les questions politiques. Fiches sur l'administration et les fonctionnaires allemands. Dossiers des affaires traitées par le S.A.O. (incidents civils et militaires, affaires de police, séparatisme, questions politiques, financières, religieuses, judiciaires, économiques, questions ouvrières, grèves, cheminots, propagande, enseignement, sûreté, occupation, surveillance des personnes, navigation sur le Rhin, etc). Fichiers des archives du S.A.O. 1920-1930.
- AJ/9/5699 à 6113. Service économique.
Administration du service ; correspondance (minutes et enregistrement au départ) ; organisation intérieure et comptabilité ; publications périodiques ; commission mixte d'arbitrage : correspondance et procès-verbaux (1920-1922) ; comité directeur des licences : arrangement avec les industriels allemands ; comité économique : décisions (1920) ; sections économiques : correspondance, personnel et matériel (1920-1924). Dossiers commerciaux ; procès-verbaux et décisions du service économique. Renseignements économiques et industriels : études, correspondances, rapports sur l'industrie, l'agriculture et le commerce allemand. Gages, réparations, prestations en nature : correspondance avec les Affaires étrangères (1922-1927), dossiers d'affaires (1920-1925).
- AJ/9/6114 à 6290. Service de l'instruction publique.
Enseignement supérieur, secondaire et primaire, cours de français : création des différents établissements ; organisation, budget, personnel, fonctionnement, études, examens, élèves ou étudiants. 1919-1930.
- AJ/9/6291 à 6353. Service de presse et d'information.
Exposition de Wiesbaden (1921). Propagande française (théâtre, concerts, cinéma, music-hall, sports, conférences, livres et brochures, cours de français. Périodiques français (*Rhin illustré, Écho du Rhin, Revue rhénane, Nachrichtenblatt*). Propagande allemande. 1920-1930.
- AJ/9/6354 à 6569. Service financier.
Prestations, comptabilité des gages, frais d'occupation. Budgets et dépenses du Haut-Commissariat français et de ses divers services. Traitement du personnel du Haut-Commissariat. Monnaie rhénane. Études financières diverses. Caisse de prévoyance. Pièces et registres de comptabilité. Liquidation.
- AJ/9/6570 à 6573. Répertoire des archives et divers : manuscrit de l'inventaire, répertoires d'adresses du personnel du H.C.F. (1921-1929), correspondance suite à des demandes de recherche dans les archives du H.C.F (1930-1934).
- AJ/9/6574 à 6678. *Pour mémoire* : Comité directeur des Douanes : archives de la direction des Douanes de Besançon (voir ci-dessus Archives interalliées des gages).